

Non à l'austérité en France et dans toute l'Europe ! Pour la relance par l'emploi, les salaires et la solidarité !

« **Réduire la dette et rassurer les marchés** » : voilà ce que le gouvernement nous assène quotidiennement. F. Fillon a annoncé le 24 août des mesures **d'austérité** et ses ministres préparent des coupes sombres dans le budget. Partout en Europe ce sont les mêmes maux, et les mêmes **réponses à courte vue**. On nous parle de la « crise de la dette », mais **c'est bien le système financier et les politiques libérales toutes entières qui vacillent**.

Les effets de la spéculation et des cadeaux fiscaux faits aux plus riches s'ajoutent à une crise de croissance et les états les plus fragiles ne sont plus en mesure de rembourser leur dette. Pour en sortir, il faut impérativement relancer l'emploi, le pouvoir d'achat, et augmenter les rentrées fiscales en taxant les plus hauts revenus dans tous les pays européens. C'est exactement l'inverse que nous imposent nos gouvernements. **Ils veulent nous faire passer à la caisse ! Leurs « solutions » sont particulièrement injustes et inégalitaires.**

En France, le gouvernement **ne remet pas en cause la réforme de l'ISF**, il refuse d'aligner les taux d'imposition des grands groupes industriels sur celui des PME, il ne réexamine pas toutes les niches fiscales et sociales, qui ne profitent qu'aux foyers les plus riches. Il casse les services publics en réduisant systématiquement les moyens et les personnels. A cela s'ajoute la taxation des contrats d'assurances solidaires réduisant les possibilités d'accès aux soins pour les plus modestes.

La réduction des dépenses publiques est un mauvais choix pour sortir de la crise. Elle entraîne une baisse de l'activité et des recettes fiscales, et contribue à aggraver les inégalités. Cette politique se fait au détriment de la qualité des services rendus aux usagers.

Pour faire face à la crise mais aussi aux défis à venir qu'ils soient économiques, scientifiques, culturels et écologiques, **la FSU et Solidaires proposent** d'agir sur :

- **la relance de l'emploi** : L'État employeur doit montrer l'exemple en créant les emplois nécessaires. Il **faudrait** également mettre fin au développement des heures supplémentaires. Les minima sociaux et les indemnités chômage doivent être revalorisés.
- **l'amélioration du pouvoir d'achat et la revalorisation des salaires et des retraites.**
- **des investissements productifs pour l'avenir** : Les services publics, Éducation, Formation, Recherche, Santé, Culture, Justice, Logement, Énergie, Environnement... sont des « biens communs ». Ils ne sont pas une charge pour notre pays, mais une chance pour l'avenir. Leur développement est indispensable et notamment en situation de crise.
- **de nouvelles recettes** : L'emploi est un facteur qui y contribue. La fiscalité doit être refondée à partir d'un impôt réellement progressif, dans le sens de plus d'équité et d'un autre partage des richesses produites. Les hauts revenus, certaines entreprises et le système bancaire et financier doivent être mis davantage à contribution.

Parce que l'austérité n'est ni une fatalité, ni un remède.

Les organisations syndicales FSU et Solidaires appellent à cesser le travail et à manifester massivement le mardi 11 octobre à 16h 30 au départ de la place de la Libération.